



Ville de Draguignan

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° A-2024-879.

**Richard STRAMBIO**, Maire de la commune de DRAGUIGNAN, Président de Dracénie Provence Verdon agglomération (DPVa), conseiller régional de la région sud Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2212-1 et L. 2212-2 ;

Vu le Code pénal ;

Vu le Code de la route ;

Vu l'arrêté municipal du 8 janvier 1963, portant réglementation de la circulation et du stationnement, modifié ;

Vu l'arrêté A-2024-804 du 2 mai 2024 relatif à la fête des voisins le 31 mai 2024 au Clos Jean Aicard ;

Considérant le courriel du 15 mai 2024 du service municipal « Animation » sis Centre Joseph Collomp – 33 rue Georges Cisson à Draguignan, relatif à la modification de la date « LA FÊTE DES VOISINS » au clos Jean Aicard ;

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité de ladite manifestation qui se tiendra au Clos Jean Aicard à Draguignan, le vendredi 14 juin 2024 ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : l'arrêté A-2024-804 du 2 mai 2024 est abrogé dans toutes ses dispositions.

ARTICLE 2 : Afin de permettre le bon déroulement de ladite manifestation le **VENDREDI 14 JUIN 2024**, les dispositions suivantes seront prises pour **ce même jour** :

- le stationnement sera interdit et considéré comme gênant et la circulation sera interdite de 17h00 à MINUIT, sur la voie principale du Clos Jean Aicard.

ARTICLE 3 : La signalisation réglementaire sera mise en place par les services communaux.

ARTICLE 4 : Les officiers de police judiciaire ou le chef de la police municipale territorialement compétents sont autorisés, en cas de besoin, à faire appel à un garagiste agréé par les services préfectoraux pour procéder à l'enlèvement de tout véhicule en stationnement irrégulier. Les frais de telles opérations seront à la charge des contrevenants.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Général des services techniques, Monsieur le Commissaire de police, Monsieur le Chef de la police municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent arrêté et rappelle, conformément aux termes de l'article R421-1 du Code de justice administrative, qu'il peut être contesté devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

Draguignan, le **21 MAI 2024**

Pour le Maire, Président de DPVa,  
Conseiller régional et par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe des Services,



**Carole COSSON**